ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ, 31 ΜΑΙΟΥ 1963	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 81

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4315

Περὶ κυρώσεως συμβάσεως περὶ ἱδρύσεως Διεθνοῦς Κέντρου Ὑπολογισμοῦ.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη νόμου ἰσχὺν ἡ ἐν Παρισίοις, ὑπὸ τὴν αἰγίδα τῆς UNESCO, ὑπογραφεῖσα τὴν 6ην Δεκεμβρίου 1951 σύμβασις «περὶ ἱδρύσεως Διεθνοῦς Κέντρου Ὑπολογισμοῦ», εἰς ἣν προσεχώρησε καὶ ἡ Ἑλλάς, τὸ κείμενον τῆς ὁποίας ἕπεται ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ, καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Μαΐου 1963.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — **Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ**

ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ Π. — **ΓΡ. ΚΑΣΙΜΑΤΗΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 22 Μαΐου 1963.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

Convention Instituant le Centre International de Calcul

Les Parties Contractantes,

Vu les Résolutions 22 (III) du 3 octobre 1946, 160 (VII) du 10 août 1948, 318 (XI) du 14 août 1950 et 394 (XIII) du 24 août 1951 du Conseil économique et social des Nations Unies :

Vu la Résolution 2.24 adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l' Education, la Science et la Culture lors de sa sixième session;

Convaincues du fait que le développement de la recherche et de la découverte scientifiques constitue une base indispensable de tout progrès économique et social de l'humanité :

Considérant :

Qu'un grand nombre de recherches scientifiques verraient leur rendement considérablement accru si elles étaient poursuivies sur le plan international;

Qu'il se pose à l'heure actuelle dans de nombreuses branches de la Science des problèmes mathématiques qui entraînent des calculs extrêmement complexes ;

Que dans plusieurs disciplines scientifiques, les progrès à venir dépendent dans une large mesure de la solution de tels problèmes ;

Que les récents progrès réalisés dans le domaine des machines à calculer permettent aujourd'hui d'effectuer des calculs numériques qu'il était pratiquement impossible d'exécuter autrefois :

Que, dans ces conditions, il est éminement désirable d'établir une Institution internationale chargée de promouvoir et de mettre en oeuvre les moyens modernes de calcul et d'effectuer des recherches systématiques et continues sur l'amélioration de ces moyens;

Ont convenu de ce qui suit :

Article I.

Création du Centre

Il est créé un Centre international de Calcul, ci-après désigné sous le nom de Centre. Son siège est établi à Rome.

Article II.

Fonctions

Le Centre a une triple fonction :

1. de recherche scientifique,
2. d'éducation,
3. de service de consultation et de calcul.

Ces trois fonctions, essentielles et complémentaires, ont une importance égale.

En vue d'exercer au mieux la première de ses fonctions, le Centre :

–crée et fait fonctionner un ou plusieurs laboratoires équipés de divers types de machines à calculer;

–effectue des recherches scientifiques sur les questions relatives à l'utilisation et au perfectionnement des moyens de calcul;

–établit un programme de problèmes de science pure à étudier sur le plan international dans la mesure où ces problèmes sont liés à des calculs ;

–s'efforce de promouvoir la collaboration entre les instituts de calcul du monde entier, d'aider à la coordination de leurs travaux et de favoriser leurs activités ;

–assure la publication et la diffusion des résultats des recherches entreprises par lui et s'efforce en outre d' assurer la publication d'autres travaux similaires.

En vue d'exercer au mieux la seconde de ses fonctions, le Centre élabore et exécute un programme pour la formation professionnelle et le perfectionnement des spécialistes dans le domaine du calcul.

En vue d'exercer au mieux la troisième de ses fonctions, le Centre :

–assure le fonctionnement d'un service consultatif;

–institue et maintient un service de calcul.

Dans l'exercice des fonctions ci-dessus le Centre s' efforce de satisfaire par priorité aux besoins de ses Etats membres et plus particulièrement aux besoins de ceux d'entre eux qui ne disposeraient que de moyens limités.

Il se conforme toujours aux buts de paix internationale et de prospérité commune de l'humanité en vue desquels l'Organisation des Nations Unies a été constituée et que sa Charte proclame.

Article III.

Composition

Sont membres du Centre les Etats qui sont soit membres de l'Organisation des Nations Unies, soit membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, soit membres de l'une des autres Institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies et qui deviennent parties à la présente Convention.

Article IV.

Organes

Le Centre comprend :

1. une Assemblée générale ;
2. un Conseil d'administration;
3. un personnel scientifique et administratif à la tête duquel se trouve placé un Directeur.

Article V.

Assemblée générale

1. L'Assemblée générale est formée d'un représentant, de préférence scientifiquement qualifié, de chacun des Etats membres du Centre et d'un représentant de l' Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Chacun des représentants peut être assisté d'un suppléant.

2. L'Assemblée générale constitue l'organe suprême du Centre. Il lui appartient d'établir lesrèglements et d'adopter toutes décisions relatifs à son fonctionnement. Elle décide notamment de la création des laboratoires visés à l'Article II, en tenant compte, en ce qui concerne le choix de leur siège, de la nécessité d'une répartition géographique équitable des activités du Centre. Elle détermine à chacune de ses sessions ordinaires les grandes lignes du programme et les bases du budget du Centre pour les deux années à venir. Elle examine le rapport biennal d'activités présenté par le Directeur du Centre, qui devra être accompagné des observations du Conseil d'administration. Elle élit, conformément à l' Article VI, les personnalités appelées à faire partie du Conseil d'administration; elle nomme le Directeur du Centre conformément à l'Article VII.

3. L'Assemblée générale élit son bureau et détermine son règlement intérieur. Ses décisions sont prises à la majorité des ses membres présents et votant, excepté s'il en est spécifié autrement dans la présente Convention.

4. L'Assemblée générale se réunit en session ordinaire tous les deux ans. Elle se réunit en session extraordinaire sur convocation du président du Conseil d' administration, à la demande de la majorité des Etats Membres ou sur décision du Conseil d'administration.

5. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture convoquera la première session de l'Assemblée générale du Centre dans un délai maximum de trois mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention. Il prendre toutes dispositions nécessaires en vue de l'établissement de l'ordre du jour provisoire et de la préparation de cette première session.

Article VI.

Conseil d'administration

1. Le Conseil d'administration est composé de six personnalités élues par l'Assemblée générale parmi les candidats présentés par les Etats membres conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent Article et d'un représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

2. Chacun des Etats membres présente à l'Assemblée générale deux candidats dont l'un doit être choisi en raison de sa compétence scientifique et l'autre sur la base de son expérience administrative. En procédant aux élections, l'Assemblée générale tient compte de la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable. Il ne pourra jamais y avoir au Conseil plus d'un membre élu ressortissant du même Etat.

3. Chacun des membres élus du Conseil d'administration a pour suppléant la personnalité dont la candidature a été présentée par le même Etat membre que la sienne.

4. Le mandat des membres du Conseil d'administration élus par l'Assemblée générale commence à courir à partir de la clôture de la session ordinaire de l'Assemblée générale qui les a choisis et se termine à la fin le la deuxième session ordinaire subséquente. Ce mandat ne peut être immédiatement renouvelé. L'Assemblée générale, lors de sa première session, désignera par tirage au sort parmi les membres élus au Conseil d'administration trois membres dont le mandat expirera à la fin de la première session ordinaire subséquente, Le mandat des membres du Conseil d'administration élus par la première session de l'Assemblée générale prendra effet à partir du jour de leur élection.

5. Le Conseil d'administration, agissant sous l'autorité de l'Assemblée générale, est responsable devant elle de l'exécution du programme adopté par elle; notamment, il exerce les fonctions ci-après énumérées :

a) il examine et approuve les rapports et programmes annuels établis par le Directeur du Centre; le rapport biennal des activités qui doit être présenté à Assemblée générale lui est également soumis;

b) il contrôle la gestion financière du Centre et en fixe le budget annuel;

c) il décide des accords relatifs à la collaboration scientifique à conclure par le Centre;

d) il transmet à l'Assemblée générale la liste des candidats au poste de Directeur avec son avis motivé sur chacun d'eux;

e) il nomme aux postes importants du Centre sur proposition du Directeur;

f) il nomme, dans le cas où le Directeur du Centre ne peut continuer à exercer ses fonctions, un Directeur intérimaire qui reste en fonctions jusqu'à la prochaine session de l'Assemblée générale.

6. Le Conseil d'administration se réunit en session ordinaire deux fois par an .Il se réunit en session extraordinaire à la demande de trois de ses membres ou sur convocation de son président.

Article VII.

Directeur et personnel

1 Le Directeur du Centre est nommé par l'Assemblée générale sur présentation des candidatures par le Conseil d'administration. Il est désigné pour une période de quatre ans. Sa nomination est renouvelable.

2. Le Directeur dirige les travaux du Centre en se conformant aux programmes et directives arrêtées par l'Assemblée générale et selon les modalités arrêtées par le Conseil d'administration. Il représente le Centre en justice et dans tous les actes de la vie civile.

3. Le Directeur nomme à tous le postes scientifiques et administratifs du Centre autres que ceux désignés dans l'Article VI, paragraphe 5 sous-paragraphe e).

4. Sous réserve de réunir les plus hautes qualités d'intégrité, d'efficacité et de compétence technique, le personnel du Centre devra être recruté sur une base géographique aussi large que possible. La plus ample publicité devra être donnée à la vacance des postes.

5. Dans l'accomplissement de leurs fonctions, le Directeur et le personnel ne doivent solliciter ni recevoir aucune instruction d'aucun gouvernement, ni d' aucune autorité étrangère au Centre.

Article VIII.

Dispositions financières.

1. Les ressources financières dont dispose le Centre sont constituëes par les contributions annuelles de ses Etats membres, par les dons, legs et subventions qu 'il pourra recevoir conformément au paragraphe 6 du présent Article, ainsi que par les rémunérations qu'il percevra pour prestations de services.

2. La contribution annuelle des Etats membres au budget du Centre est déterminée en conformité dubarème annexé à la présente Convention. Toutefois, l'Assemblée générale pourra, s'il lui apparaît que les autres ressources financières du Centre le permettent, réduire dans une même proportion le montant des contributions à verser pour une année déterminée. Elle pourra aussi à la majorité des deux tiers des membres présents et votant, augmenter dans une proportion le montant des contributions à verser pour une année déterminée.

3. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 2 du présent Article, le montant à verser par tout Etat membre au titre de sa première contribution finançière au budget du Centre, quelle que soit la date à laquélle cet Etat devient partie à la présente Convention, est fixé forfaitairement par la prémière session de l'As' semblée générale à un pourcentage déterminé de la somme prévue au barème annexé. Ce pourcentage ne pourra être infiérieur à 100 % ni supérieur à 125 %.

4. En contrepartie de sa participation financière, chaque Etat membre a droit à l'utilisation gratuite des services du Centre dans une mesure qui sera fixée par l'Assemblée générale.

5. Si un Etat membre ne remplit pas ses obligations financières envers le Centre, l'Assemblée générale peut, sur recommandation du Conseil d'administration, suspendre le bénéfice des droits et privilèges de cet Etat membre dans une mesure qu'elle déterminera.

6. Le Directeur du Centre peut, avec l'approbation du Conseil d'administration, accepter tous dons legs ou subventions offerts au Centre, à la condition que l'atribution de ces dons, legs ou subventions necomporte aucune clause contraire aux buts du Centre.

Article IX.

Relations avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

Le Centre conclura avec l'Organisation des Nations unies pour l'Education, la Science et la Culture un accord en vue de régler les modalités d'une collaboration étroite et effective entre les deux Institutions, notamment en ce qui regarde l'aide à apporter aux recherches, les échanges d'information et de personnel, le fonctionnemment de services communs et l'octroi de facilités réciproques.

Article X.

Relations avec les pays hôtes.

Le Centre conclura des accords avec les pays sur le territoire desquels sont établis son siège ou ses la-

boratoires en vue d'assurer une collaboration effective avec des institutions de ces pays.

Article XI.

Capacité juridique et immunités du Centre

1. Le Centre jouit, sur le territoire de chacune de ses Etats membres, de la capacité, juridique et des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions et atteindre ses buts.

2. Des accords définiront les privilèges et immunités du Centre et de ses fonctionnaires dans les pays sur le territoire desquels sont établis le siège du Centre ou de ses laboratoires.

Article XII.

Retrait des Etats membres.

Tout Etat membre peut notifier son retrait du Centre à tout moment après l'expiration d'un délai de trois années courant à partir du jour où il est deven partie à la présente Convention.

Cette notification prend effet un an après le jour où elle a été signifiée au Directeur du Centre, sous réserve que l'Etat membre intéressé ait à cette pays sa contribution pour toutes les années pendant lesquelles il a appartenu au Centre, y compris l'exercice financier qui suivra la date de sa notification. Le Directeur communiquera cette notification à tous les Etats membres du Centre ainsi qu'au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education. la Science et la Culture.

Article XIII.

Amendements.

La présente Convention pourra être amendée par l'Assemblée générale sur proposition d'un Etat membre. Tout projet d'amendement devra avoir été communiqué aux Etats membres trois mois au moins avant d'être soumis à l'examen de l'Assemblée générale. Seuls les représentants des Etats membres du Centre participent au vote relatif à l'option d'un amendement ; cette adoption ne peut être acquise que si elle réunit un nombre de voix égal aux deux tiers au moins du nombre de tous les Etats membres.

Article XIV.

Dispositions finales.

1. La présente Convention est ouverte à la signature et à l'acceptation de tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture ou de l'une des autres Institutions spécialisées de l'Organisation de s Nations Unies.

2. Les Etats pourront devenir parties à la présente Convention par :

a) la signature sans réserve d'une acceptation ultérieure ;

b) la signature sous réserve d'acceptation suivie de l'acceptation ;

c) l'acceptation pure et simple.

L'acceptation deviendra effective par le dépôt d'un instrument officiel entre les mains du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l' Education, la Science et la Culture.

3. La présente Convention entrera en vigueur lorsque dix Etats en seront devenus parties, conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent Article.

4. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture informera également des dates auxquelles d'autres Etats deviemdront parties à cette Convention.

5. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies l'Education, la Science et la Culture la présenteta à l'enregistrement au Secrétariat des Nations Unies, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, signent la présente Convention.

Fait en la Ville de Paris ce six décembre mil neuf cent cinquante et un, en un seul exemplaire, dans les langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

L'exemplaire original sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture. Le Directeur général de cette Organisation délivrera une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des Etats mentionnés dans l' Article XIV, paragraphe 1.

ANNEXE

Barème des Contributions

1. Pays membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (Unesco)

Groupe A :	Pays dont la contrbution à l' Unesco est inférieure à 0,50 % du budget de l' Unesco, l'equivalent de	US $ 2.000
Groupe B :	Pays dont la contribution à l' Unesco est égale ou supérieure à 0,50 % et inférieure à 2 % du budget de l' Unesco, l'équivalent de	US $ 5.000
Groupe C :	Pays dont la contribution à l' Unesco est égale ou supérieure à 2 % et inférieure à 5 % du budget de l'Unesco, l'équivalent de	US $ 10.000
Groupe D :	Pays dont la contribution à l' unesco est égale ou supérieure à 5 % et inférieure à 15 % du budget de l'Unesco, l'équivalent de	US $ 15.000
Groupe E :	Pays dont la contribution à l' Unesco est ègale ou supérieure à 15 % du budget de l'Unesco, l'équivalent de	US $ 20.000

II. Pays membres de l'Organisation des Nations Unies, mais qui ne sont pas membres de l'Unesco. Ces pays seront placés dans les groupes ci-dessus sur la base du pourcentage de leur contributions au budget de l'Organisation des Nations Unies.

III. Pays membres de l'une des Institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies, mais qui ne sont pas membres de l'Unesco, ni de l'Organisation des Nations Unies. Ces pays seront placés dans les groupes ci-dessus sur la base du pourcentage probable de leur contribution au budget de l'Organisation des Nations Unies déterminé par le Comité des contributions de l'Organisation des Nations Unies.

ΟΡΓΑΝΩΣΙΣ ΤΩΝ ΗΝΩΜΕΝΩΝ ΕΘΝΩΝ ΔΙΑ ΤΗΝ ΕΚΠΑΙΔΕΥΣΙΝ, ΤΗΝ ΕΠΙΣΤΗΜΗΝ ΚΑΙ ΤΗΝ ΜΟΡΦΩΣΙΝ (U.N.E.S.C.O.)

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Ἱδρύσεως τοῦ Διεθνοῦς Κέντρου Ὑπολογισμοῦ

Τὰ Συμβαλλόμενα μέρη

Ἔχοντα ὑπ' ὄψει: Τὰς ἀποφάσεις 22 (III) τῆς 3ης Ὀκτωβρίου 1946, 160 (VII) τῆς 10ης Αὐγούστου 1948, 318 (XI) τῆς 14ης Αὐγούστου 1950 καὶ 394 (XIII) τῆς 24ης Αὐγούστου 1951, τοῦ Οἰκονομικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Συμβουλίου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Τὴν ἀπόφασιν 2.24, ληφθεῖσαν ὑπὸ τῆς Ἕκτης Συνόδου τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῆς UNESCO.

Πεποιθότα ὅτι ἡ ἀνάπτυξις τῆς ἐπιστημονικῆς ἐρεύνης καὶ ἀνακαλύψεως ἀποτελεῖ ἀπαραίτητον βάσιν πάσης οἰκονομικῆς καὶ κοινωνικῆς προόδου τῆς Ἀνθρωπότητος.

Θεωροῦντα:

Ὅτι μέγας ἀριθμὸς ἐπιστημονικῶν ἐρευνῶν θὰ εἶχε σημαντικῶς ηὐξημένην ἀπόδοσιν ἐὰν διεξήγοντο ἐπὶ διεθνοῦς σχεδίου.

Ὅτι νῦν, εἰς διαφόρους κλάδους τῆς Ἐπιστήμης τίθενται πλεῖστα ὅσα μαθηματικὰ προβλήματα τὰ ὁποῖα συνεπάγονται ἄκρως περιπλόκους ὑπολογισμούς.

Ὅτι εἰς πολλοὺς κλάδους ἐπιστημῶν αἱ μελλοντικαὶ πρόοδοι ἐξαρτῶνται κατὰ μέγα μέρος ἐκ τῆς ἐπιλύσεως τοιούτων προβλημάτων.

Ὅτι αἱ ἐν τῷ πεδίῳ τῶν ὑπολογιστικῶν μηχανῶν πραγματοποιηθεῖσαι προσφάτως πρόοδοι ἐπιτρέπουν σήμερον νὰ ἐκτελῶνται ἀριθμητικοὶ ὑπολογισμοί, οἵτινες ἄλλοτε θὰ ἦτο οὐσιαστικῶς ἀδύνατον νὰ πραγματοποιηθοῦν.

Ὅτι ὑπὸ τὰς συνθήκας ταύτας εἶναι κατ' ἐξοχὴν εὐκταῖον ὅπως ἱδρυθῇ Διεθνὲς Ἵδρυμα ἐπιφορτισμένον μὲ τὴν βελτίωσιν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν νεωτέρων μέσων ὑπολογισμοῦ καὶ τὴν ἐκτέλεσιν συνεχῶν καὶ συστηματικῶν ἐρευνῶν διὰ τὴν τελειοποίησιν τῶν μέσων τούτων,

Συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἑξῆς:

Ἄρθρον 1.

Ἵδρυσις τοῦ Κέντρου

Ἱδρύεται Διεθνὲς Κέντρον Ὑπολογισμοῦ, καλούμενον ἐφεξῆς «Κέντρον». Ἕδρα αὐτοῦ ὁρίζεται ἡ Ρώμη.

Ἄρθρον 2.

Λειτουργίαι.

Τὸ Κέντρον ἔχει τριπλῆν λειτουργίαν:

1) Ἐπιστημονικὴ ἔρευνα.

2) Ἐκπαίδευσις.

3) Συμβουλευτικὴ καὶ ὑπολογιστικὴ ὑπηρεσία.

Αἱ τρεῖς αὗται λειτουργίαι, οὐσιώδεις καὶ ἀλληλοσυμπληρούμεναι, ἔχουν ἴσην σημασίαν.

Πρὸς καλυτέραν ἐκπλήρωσιν τῆς πρώτης λειτουργίας του τὸ Κέντρον:

Θὰ ἐγκαταστήσῃ καὶ θέσῃ εἰς λειτουργίαν ἓν ἢ περισσότερα ἐργαστήρια ἐφωδιασμένα μὲ διαφόρους τύπους ὑπολογιστικῶν μηχανῶν.

Θὰ ἐκτελῇ ἐπιστημονικὰς ἐρεύνας ἐπὶ θεμάτων σχετικῶν πρὸς τὴν χρησιμοποίησιν καὶ βελτίωσιν τῶν μέσων ὑπολογισμοῦ.

Θὰ καταρτίσῃ πρόγραμμα καθαρῶς ἐπιστημονικῶν θεωρητικῶν προβλημάτων πρὸς μελέτην ἐπὶ τοῦ διεθνοῦς πεδίου, ἐν ᾧ μέτρῳ ταῦτα ἔχουν σχέσιν μετὰ τῶν ὑπολογισμῶν.

Θὰ προσπαθήσῃ νὰ προαγάγῃ τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν ἱδρυμάτων ὑπολογισμοῦ ὁλοκλήρου τοῦ κόσμου, νὰ συμβάλῃ εἰς τὸν συντονισμὸν τῶν ἐργασιῶν αὐτῶν καὶ νὰ ἐνθαρρύνῃ τὴν δραστηριότητά των.

Θὰ ἐξασφαλίζῃ τὴν δημοσίευσιν καὶ κυκλοφορίαν τῶν ἀποτελεσμάτων τῶν ὑπ' αὐτοῦ ἀναληφθησομένων ἐρευνῶν καὶ ἐπὶ πλέον θὰ καταβάλῃ προσπαθείας πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς δημοσιεύσεως ἄλλων παρεμφερῶν ἔργων.

Πρὸς καλυτέραν ἐκπλήρωσιν τῆς δευτέρας λειτουργίας του, τὸ Κέντρον θὰ καταρτίζῃ καὶ θὰ ἐκτελῇ πρόγραμμα διὰ τὴν ἐπαγγελματικὴν ἐκπαίδευσιν καὶ τελειοποίησιν τῶν εἰδικῶν ἐν τῷ πεδίῳ τοῦ ὑπολογισμοῦ.

Πρὸς καλυτέραν ἐκπλήρωσιν τῆς τρίτης λειτουργίας αὐτοῦ τὸ Κέντρον:

Θὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν λειτουργίαν συμβουλευτικῆς ὑπηρεσίας.

Θὰ ἱδρύσῃ καὶ θὰ διατηρήσῃ ὑπηρεσίαν ὑπολογισμοῦ.

Ἐν τῇ ἐκπληρώσει τῶν ἀνωτέρω λειτουργιῶν του τὸ Κέντρον θὰ καταβάλῃ προσπαθείας νὰ ἱκανοποιῇ, κατὰ προτεραιότητα, τὰς ἀνάγκας τῶν κρατῶν—μελῶν αὐτοῦ καί, εἰδικώτερον, τὰς ἀνάγκας ἐκείνων τῶν κρατῶν τὰ ὁποῖα ἐνδεχομένως διαθέτουν περιωρισμένα μέσα.

Θὰ ἐνεργῇ πάντοτε συμφώνως πρὸς τοὺς σκοποὺς τῆς διεθνοῦς εἰρήνης καὶ τῆς κοινῆς εὐημερίας τῆς Ἀνθρωπότητος, διὰ τοὺς ὁποίους ἔχει συσταθῇ ἡ Ὀργάνωσις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τοὺς ὁποίους διακηρύσσει ὁ Καταστατικὸς Χάρτης αὐτῆς.

Ἄρθρον 3.

Σύνθεσις.

Μέλη τοῦ Κέντρου καθίστανται ὅσα κράτη εἶναι εἴτε μέλη τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, εἴτε μέλη τῆς UNESCO, εἴτε μέλη μιᾶς τῶν Εἰδικευμένων Ὀργανώσεων τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ἅτινα ἤθελον καταστῇ συμβαλλόμενα μέλη τῆς παρούσης συμβάσεως.

Ἄρθρον 4.

Ὄργανα.

Τὸ Κέντρον θὰ ἀποτελῆται:

1) Ἐκ Γενικῆς Συνελεύσεως.

2) Ἐξ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου.

3) Ἐξ ἐπιστημονικοῦ καὶ διοικητικοῦ προσωπικοῦ μὲ ἐπὶ κεφαλῆς ἕνα Διευθυντήν.

Ἄρθρον 5.

Γενικὴ Συνέλευσις.

1) Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις θὰ ἀποτελῆται ἐξ ἑνὸς ἀντιπροσώπου, κατὰ προτίμησιν ἔχοντος ἐπιστημονικὰ προσόντα, ἑκάστου τῶν Κρατῶν—Μελῶν τοῦ Κέντρου καὶ ἐξ ἑνὸς ἀντιπροσώπου τῆς UNESCO. Ἕκαστος τῶν ἀντιπροσώπων δύναται νὰ βοηθῆται ὑφ' ἑνὸς Ἀναπληρωτοῦ.

2) Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις ἀποτελεῖ τὸ ὕπατον ὄργανον τοῦ Κέντρου. Θὰ καταρτίζῃ τοὺς κανονισμοὺς καὶ θὰ λαμβάνῃ πᾶσαν σχετικὴν πρὸς τὴν λειτουργίαν τοῦ Κέντρου ἀπόφασιν. Εἰδικώτερον, θὰ ἀποφασίζῃ περὶ τῆς ἐγκαταστάσεως τῶν ἐν τῷ ἄρθρῳ 2 ἀναφερομένων ἐργαστηρίων, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν, ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐκλογὴν τῆς ἕδρας αὐτῶν, τῆς ἀνάγκης ἴσης γεωγραφικῆς κατανομῆς τῶν πεδίων δραστηριότητος τοῦ Κέντρου. Θὰ προσδιορίζῃ καθ' ἑκάστην τῶν τακτικῶν συνόδων αὐτῆς τὰς γενικὰς γραμμὰς τοῦ προγράμματος καὶ τὰς βάσεις τοῦ προϋπολογισμοῦ τοῦ Κέντρου, διὰ τὰ ἑπόμενα δύο ἔτη. Θὰ ἐξετάζῃ τὴν διετῆ ἔκθεσιν τῶν πεπραγμένων, τὴν ὑποβαλλομένην ὑπὸ τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Κέντρου, ἡ ὁποία δέον νὰ συνοδεύηται ὑπὸ τῶν παρατηρήσεων τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου. Θὰ ἐκλέγῃ, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 6, τὰ πρόσωπα τὰ ὁποῖα θὰ ὑπηρετήσουν εἰς τὸ Ἐκτελεστικὸν Συμβούλιον. Θὰ διορίζῃ τὸν Διευθυντὴν τοῦ Κέντρου, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 7.

3) Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις θὰ ἐκλέγῃ τοὺς γραμματεῖς της καὶ θὰ καθορίζῃ τοὺς κανόνας διαδικασίας της. Αἱ ἀποφάσεις αὐτῆς θὰ λαμβάνωνται κατὰ πλειοψηφίαν τῶν παρόντων καὶ ψηφιζόντων μελῶν της, ἐκτὸς ἐὰν ἄλλως ὁρίζεται ἐν τῇ παρούσῃ Συμβάσει.

4) Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις θὰ συνέρχεται εἰς τακτικὴν σύνοδον ἀνὰ διετίαν. Θὰ συνέρχεται δὲ εἰς ἔκτακτον σύνοδον κατόπιν προσκλήσεως τοῦ Προέδρου τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου, τῇ αἰτήσει τῆς πλειοψηφίας τῶν Κρατῶν—Μελῶν, ἢ κατόπιν ἀποφάσεως τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου.

5) Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς UNESCO θὰ συγκαλέσῃ τὴν πρώτην σύνοδον τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τοῦ Κέντρου, ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συμβάσεως. Θὰ προβῇ εἰς τὴν λῆψιν ὅλων τῶν ἀναγκαίων μέτρων πρὸς σύνταξιν προσωρινῆς ἡμερησίας διατάξεως καὶ προπαρασκευὴν τῆς πρώτης ταύτης συνόδου.

Ἄρθρον 6.

Ἐκτελεστικὸν Συμβούλιον

1) Τὸ Ἐκτελεστικὸν Συμβούλιον θὰ ἀποτελῆται ἐξ ἓξ προσώπων ἐκλεγομένων ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, μεταξὺ τῶν ὑποδεικνυομένων ὑπὸ τῶν Κρατῶν-Μελῶν ὑποψηφίων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ ἐξ ἑνὸς ἀντιπροσώπου τῆς UNESCO.

2) Ἕκαστον τῶν Κρατῶν μελῶν θὰ ὑποδείξῃ εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν δύο ὑποψηφίους, ὁ εἷς ἐκ τῶν ὁποίων δέον νὰ ἔχῃ ἐπιλεγῇ λόγῳ τῆς ἐπιστημονικῆς αὐτοῦ ἁρμοδιότητος καὶ ὁ ἕτερος ἐπὶ τῇ βάσει τῆς διοικητικῆς αὐτοῦ πείρας. Προβαίνουσα εἰς τὴν ἐκλογὴν μελῶν τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δέον νὰ ἐξασφαλίσῃ δικαίαν γεωγραφικὴν κατανομήν. Οὐδεὶς ἐκ τῶν ἐκλεγομένων εἰς τὸ Συμβούλιον μελῶν δύναται νὰ ἔχῃ τὴν αὐτὴν ἰθαγένειαν πρὸς ἄλλο μέλος.

3) Ἕκαστον τῶν ἐκλεγέντων μελῶν τοῦ διοικητικοῦ Συμβουλίου θὰ ἔχῃ ὡς ἀναπληρωτὴν τὸν ὑπὸ τοῦ ἰδίου Κράτους ὑποδειχθέντα μετ' αὐτοῦ ὑποψήφιον.

4) Ἡ ἐντολὴ τῶν μελῶν τοῦ διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐκλεγέντων ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως θὰ ἄρχεται ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς τακτικῆς συνόδου τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ἡ ὁποία τὰ ἐξέλεξε καὶ θὰ λήγῃ εἰς τὸ τέλος τῆς μεθεπομένης τακτικῆς συνόδου. Ἡ ἐντολὴ αὕτη δὲν δύναται νὰ ἀνανεωθῇ ἀμέσως. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις κατὰ τὴν πρώτην αὐτῆς σύνοδον, θὰ ὁρίσῃ διὰ κλήρου, μεταξὺ τῶν ἐκλεγέντων μελῶν τοῦ διοικητικοῦ Συμβουλίου, τρία μέλη τῶν ὁποίων ἡ ἐντολὴ θὰ λήγῃ εἰς τὸ τέλος τῆς ἑπομένης πρώτης τακτικῆς συνόδου.

Ἡ ἐντολὴ τῶν μελῶν τοῦ διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐκλεγέντων ὑπὸ τῆς πρώτης συνόδου τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως θὰ ἀποκτᾷ ἰσχὺν ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἐκλογῆς αὐτῶν.

5) Τὸ διοικητικὸν Συμβούλιον, ἐνεργοῦν ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ἔχει εὐθύνην ἐνώπιον αὐτῆς, ὡς πρὸς τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ ὑπ' αὐτῆς ἐγκριθέντος προγράμματος, ἰδίως δὲ θὰ ἀσκῇ τὰ κατωτέρω ἀναφερόμενα καθήκοντα:

α) Θὰ ἐξετάζῃ καὶ ἐγκρίνῃ τὰ κατ' ἔτος καταρτιζόμενα ὑπὸ τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Κέντρου προγράμματα καὶ ἐκθέσεις. Ἡ διετὴς ἔκθεσις τῶν πεπραγμένων, ἡ ὁποία δέον νὰ ὑποβληθῇ εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν, τῷ ὑποβάλλεται ὡσαύτως.

β) Θὰ ἐλέγχῃ τὴν οἰκονομικὴν διαχείρισιν τοῦ Κέντρου καὶ θὰ καταρτίζῃ τὸν ἐτήσιον προϋπολογισμόν.

γ) Θὰ ἀποφασίζῃ περὶ τῶν σχετικῶν μὲ τὴν ἐπιστημονικὴν συνεργασίαν συμφώνων, ἅτινα δέον νὰ συναφθῶσιν ὑπὸ τοῦ Κέντρου.

δ) Θὰ διαβιβάζῃ εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν τὸν κατάλογον τῶν διὰ τὸ ἀξίωμα τοῦ Διευθυντοῦ ὑποψηφίων, μετὰ τῆς ἠιτιολογημένης γνωματεύσεως ἐφ' ἑκάστου ἐξ αὐτῶν.

ε) Θὰ προβαίνῃ εἰς διορισμοὺς ἀνωτέρων θέσεων τοῦ Κέντρου, τῇ προτάσει τοῦ Διευθυντοῦ.

στ) Θὰ διορίζῃ, ἐν τῇ περιπτώσει, καθ' ἣν ὁ Διευθυντὴς τοῦ Κέντρου δὲν δύναται νὰ ἀσκῇ τὰ καθήκοντά του, ἀντικαταστάτην, ὁ ὁποῖος θὰ μένῃ ἐν ὑπηρεσίᾳ μέχρι τῆς προσεχοῦς συνόδου τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

ζ) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον θὰ συνέρχηται εἰς τακτικὴν σύνοδον δὶς τοῦ ἔτους καὶ εἰς ἔκτακτον σύνοδον τῇ αἰτήσει τριῶν ἐκ τῶν μελῶν αὐτοῦ ἢ τῇ συγκλήσει τοῦ Προέδρου αὐτοῦ.

Ἄρθρον 7.

Διευθυντὴς καὶ Προσωπικὸν

1) Ὁ Διευθυντὴς τοῦ Κέντρου θὰ διορίζηται διὰ περίοδον τεσσάρων ἐτῶν ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, κατόπιν ὑποβολῆς τῶν ὑποψηφιοτήτων ὑπὸ τοῦ διοικητικοῦ Συμβουλίου. Ὁ διορισμὸς δὲ οὗτος θὰ δύναται νὰ ἀνανεωθῇ.

2) Ὁ Διευθυντὴς θὰ διευθύνῃ τὰς ἐργασίας τοῦ Κέντρου συμμορφούμενος πρὸς τὰ προγράμματα καὶ τὰς ὁδηγίας τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως καὶ συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους ἐκτελέσεως οὓς ἀποφασίζει τὸ διοικητικὸν Συμβούλιον. Θ' ἀντιπροσωπεύῃ τὸ Κέντρον ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων καὶ δι' ὅλας τὰς πράξεις τοῦ ἀστικοῦ δικαίου.

3) Ὁ Διευθυντὴς θὰ διορίζῃ τὰ πρόσωπα εἰς ὅλας τὰς ἐπιστημονικὰς καὶ διοικητικὰς θέσεις καὶ ὑπηρεσίας ἐκτὸς τῶν ὑπὸ τῆς παραγράφου 5 ἐδάφιον ε τοῦ ἄρθρου 6ου ἀναφερομένων.

4) Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν συγκεντρώσεως ἀνωτέρων προσόντων ἀκεραιότητος, τεχνικῆς ἀποδόσεως καὶ ἁρμοδιότητος, τὸ προσωπικὸν τοῦ Κέντρου δέον νὰ στρατολογῆται ἐπὶ εὐρυτάτης, κατὰ τὸ δυνατόν, γεωγραφικῆς βάσεως. Πληρεστάτη δὲ δημοσιότης δέον νὰ δοθῇ διὰ πᾶσα κενὴν θέσιν καὶ ὑπηρεσίαν.

5) Ἐν τῇ ἐκπληρώσει τῶν καθηκόντων του, ὁ Διευθυντὴς καὶ τὸ προσωπικὸν ὀφείλουν νὰ μὴ ζητοῦν οὔτε νὰ δέχωνται οὐδεμίαν ὁδηγίαν παρ' οὐδεμιᾶς Κυβερνήσεως καὶ παρ' οὐδεμιᾶς ξένης πρὸς τὸ Κέντρον Ἀρχῆς.

Ἄρθρον 8.

Οἰκονομικαὶ διατάξεις.

1) Οἱ οἰκονομικοὶ πόροι, οὓς διαθέτει τὸ Κέντρον προσπορίζονται ἐκ τῶν ἐτησίων εἰσφορῶν τῶν Κρατῶν — Μελῶν αὐτοῦ, ἐκ τῶν δωρεῶν, κληροδοτημάτων καὶ ἐπιχορηγήσεων τὰ ὁποῖα θὰ δύνανται νὰ ἀποδέχεται συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 6ην τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὡς καὶ ἐκ τῶν ἀμοιβῶν τὰς ὁποίας θὰ λαμβάνῃ ἐκ παρεχομένων ἐξυπηρετήσεων.

2) Ἡ ἐτησία συνεισφορὰ τῶν Κρατῶν—μελῶν εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τοῦ Κέντρου θὰ καθαρίζεται, συμφώνως πρὸς πίνακα συναπτόμενον εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐν τούτοις, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις θὰ δύναται, ἐὰν φρονῇ ὅτι οἱ ἄλλοι οἰκονομικοὶ πόροι τοῦ Κέντρου ἐπιτρέπουν τοῦτο, νὰ ἐλαττώσῃ κατὰ τὴν ἰδίαν ἀναλογίαν, τὸ ποσὸν τῶν δι' ὡρισμένον ἔτος καταβλητέων συνεισφορῶν.

Θὰ δύναται ὡσαύτως ἡ Γενικὴ Συνέλευσις διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν παρόντων καὶ ψηφιζόντων μελῶν νὰ αὐξήσῃ, κατὰ τὴν ἰδίαν ἀναλογίαν τὸ δι' ὡρισμένον ἔτος καταβλητέων συνεισφορῶν ποσόν.

3) Κατὰ παρέκκλισιν τῶν διατάξεων, τῆς παραγράφου 2ας τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ ὑφ' ἑκάστου Κράτους μέλους καταβλητέον ποσόν, ὡς πρώτη αὐτοῦ συνεισφορὰ εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τοῦ Κέντρου, οἱαδήποτε καὶ ἂν τυγχάνῃ ἡ ἡμερομηνία τῆς εἰσδοχῆς καὶ συμμετοχῆς αὐτοῦ εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, καθορίζεται, κατ' ἀποκοπὴν ὑπὸ τῆς πρώτης συνόδου τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως κατὰ ποσοστὸν ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν ὁριζόμενον, τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸν προσηρτημένον λογαριασμὸν ποσοῦ. Τὸ ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν ποσοστὸν τοῦτο δὲν δύναται νὰ εἶναι κατώτερον τῶν 100ο)ο οὔτε ἀνώτερον τῶν 125ο)ο.

4) Εἰς ἀντάλλαγμα τῆς οἰκονομικῆς του συμμετοχῆς, ἕκαστον Κράτος—μέλος θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα χρησιμοποιήσεως δωρεὰν τῶν ὑπηρεσιῶν τοῦ Κέντρου, ἐν μέτρῳ ὁριζομένῳ ὑπὸ τῆς γενικῆς Συνελεύσεως.

5) Ἐὰν ἓν μέλος δὲν ἐκπληροῖ τὰς ἔναντι τοῦ Κέντρου οἰκονομικὰς αὐτοῦ ὑποχρεώσεις, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις θὰ δύναται, τῇ εἰσηγήσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου νὰ ἀναστείλῃ τὴν ἄσκησιν τῶν δικαιωμάτων καὶ προνομίων τοῦ Κράτους τούτου μέλους, ἐν μέτρῳ ὁριζομένῳ ὑπ' αὐτῆς.

6) Ὁ Διευθυντὴς τοῦ Κέντρου θὰ δύναται κατόπιν ἐγκρίσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, νὰ ἀποδεχθῇ πᾶν κληροδότημα δωρεὰν ἢ ἐπιχορήγησιν προσφερόμενα εἰς τὸ Κέντρον, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως ἡ παροχὴ τῶν δωρεῶν, κληροδοτημάτων ἢ ἐπιχορηγήσεων, μὴ περιέχῃ οὐδεμίαν διάταξιν ἢ ὅρον ἀντίθετον πρὸς τοὺς σκοποὺς τοῦ Κέντρου.

Ἄρθρον 9.

Σχέσεις μετὰ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν (UNESCO).

Τὸ Κέντρον θὰ συνάψῃ μετὰ τῆς UNESCO σύμφωνον πρὸς καθορισμὸν τῶν ὅρων στενῆς καὶ ἀποτελεσματικῆς συνεργασίας μεταξὺ τῶν δύο ἱδρυμάτων ἰδίως, ὅσον ἀφορᾷ τὴν παρεχομένην βοήθειαν εἰς τὰς ἐπιστημονικὰς ἐρεύνας, τὰς ἀνταλλαγὰς πληροφοριῶν καὶ προσωπικοῦ, τὴν λειτουργίαν τῶν κοινῶν ὑπηρεσιῶν καὶ τὴν χορήγησιν ἀμοιβαίων διευκολύνσεων.

Ἄρθρον 10.

Σχέσεις μὲ φιλοξενούσας χώρας.

Τὸ Κέντρον θὰ συνάπτῃ συμφωνίας μετὰ τῶν χωρῶν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τῶν ὁποίων τυγχάνουν ἐγκατεστημένα ἡ ἕδρα αὐτοῦ ἢ τὰ ἐργαστήριά του, πρὸς ἐξασφάλισιν ἀποτελεσματικῆς συνεργασίας μετὰ τῶν ἁρμοδίων ἱδρυμάτων τῶν Χωρῶν τούτων,

Ἄρθρον 11.

Δικονομικὴ ἱκανότης καὶ ἀσυλίαι τοῦ Κέντρου.

1) Τὸ Κέντρον θὰ ἀπολαύῃ, ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν ἑκάστου ἐκ τῶν Κρατῶν μελῶν, ἐκείνων τῶν προνομίων, ἀσυλιῶν καὶ δικονομικῆς ἱκανότητος, τὰ ὁποῖα τῷ εἶναι ἀναγκαῖα διὰ τὴν ἄσκησιν καὶ ἐκπλήρωσιν τῶν καθηκόντων αὐτοῦ καὶ ἐπίτευξιν τῶν σκοπῶν του.

2) Συμφωνίαι θὰ καθορίζουν τὰ προνόμια καὶ τὰς ἀσυλίας τοῦ Κέντρου καὶ τῶν ὑπαλλήλων αὐτοῦ εἰς τὰς χώρας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν ὁποίων εἶναι ἐγκατεστημένη ἡ ἕδρα τοῦ Κέντρου ἢ τῶν ἐργαστηρίων αὐτοῦ.

Ἄρθρον 12.

Ἀποχώρησις τῶν Κρατῶν-Μελῶν.

Πᾶν Κράτος-μέλος θὰ δύναται νὰ ἀνακοινώσῃ τὴν ἐκ τοῦ Κέντρου ἀποχώρησίν του ὁποτεδήποτε μετὰ τὴν λῆξιν προθεσμίας τριῶν ἐτῶν, ἀρχομένην ἀπὸ τῆς ἡμέρας, καθ' ἣν ἐγένετο μέλος καὶ συμμετέσχεν εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν. Ἡ ἀνακοίνωσις αὕτη καθίσταται ἀποτελεσματικὴ ἓν ἔτος ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς κοινοποιήσεως αὐτῆς εἰς τὸν Διευθυντὴν τοῦ Κέντρου, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν, ὅτι τὸ ἐνδιαφερόμενον Κράτος-μέλος θὰ ἔχῃ μέχρι τῆς ἡμερομηνίας ταύτης, καταβάλει τὴν συνεισφορὰν αὐτοῦ δι' ὅλα τὰ ἔτη, κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ὁποίων ἀνήκει εἰς τὸ Κέντρον συμπεριλαμβανομένης τῆς οἰκονομικῆς χρήσεως, ἡ ὁποία θὰ ἀκολουθῇ τῆς ἀνακοινώσεώς του τὴν ἡμερομηνίαν. Ὁ Διευθυντὴς θὰ ἀναγγείλῃ τὴν ἀνακοίνωσιν εἰς ἅπαντα τὰ Κράτη-μέλη τοῦ Κέντρου, ὡς καὶ εἰς τὸν γενικὸν Διευθυντὴν τῆς UNESCO.

Ἄρθρον 13.

Τροποποιήσεις.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις δύναται νὰ τροποποιηθῇ ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως προτάσει Κράτους-μέλους. Πᾶν σχέδιον τροποποιήσεως δέον νὰ κοινοποιηθῇ εἰς τὰ Κράτη-μέλη, τρεῖς μῆνας τοὐλάχιστον, πρὸ τῆς ὑποβολῆς πρὸς ἐξέτασιν εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν. Μόνον οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν Κρατῶν-μελῶν τοῦ Κέντρου συμμετέχουν εἰς τὴν σχετικὴν περὶ τροποποιήσεώς τινος ψηφοφορίαν, ἧς ἡ ἀποδοχὴ δὲν δύναται νὰ ἐπιτευχθῇ εἰμὴ διὰ τῆς συγκεντρώσεως ἀριθμοῦ ψήφων ἴσου πρὸς τὰ δύο τρίτα τοὐλάχιστον τοῦ ἀριθμοῦ ὅλων τῶν Κρατῶν-μελῶν.

Ἄρθρον 14.

Τελικαὶ διατάξεις.

1) Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ὑποβληθῇ πρὸς ὑπογραφὴν καὶ ἀποδοχὴν πρὸς ὅλα τὰ Κράτη μέλη τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ τῆς UNESCO ἢ οἱασδήποτε ἄλλης Εἰδικευμένης Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

2) Τὰ Κράτη δύνανται νὰ γίνουν συμβαλλόμενα μέλη εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν διὰ τῆς:

α) ὑπογραφῆς ἄνευ ἐπιφυλάξεως ὡς πρὸς τὴν περαιτέρω ἀποδοχήν,

β) ὑπογραφῆς ὑπὸ ἐπιφύλαξιν ἀποδοχῆς, ἀκολουθουμένης ὑπὸ ἀποδοχῆς,

γ) ἄνευ ὅρων ἀποδοχῆς.

Ἡ ἀποδοχὴ καθίσταται ἰσχυρά, διὰ τῆς καταθέσεως ἐπισήμου ὀργάνου εἰς χεῖρας τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς UNESCO.

3) Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ, ἐφ' ὅσον δέκα Κράτη συμμετάσχουν αὐτῆς, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 2ας τοῦ παρόντος ἄρθρου.

4) Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς UNESCO θὰ πληροφορήσῃ τὰ Κράτη-μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως περὶ τῆς ἡμερομηνίας τῆς θέσεως αὐτῆς ἐν ἰσχύϊ. Ὡσαύτως θὰ τὰ πληροφορήσῃ καὶ ἐπὶ τῶν ἡμερομηνιῶν, καθ' ἃς ἄλλα Κράτη θέλουν συμμετάσχει τῆς Συμβάσεως ταύτης.

5) Ἅμα τῇ θέσει ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς UNESCO θὰ τὴν ὑποβάλῃ, πρὸς πρωτοκόλλησιν, εἰς τὴν Γραμματείαν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 102 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Πρὸς πίστωσιν τούτων οἱ ὑπογεγραμμένοι Ἀντιπρόσωποι, δεόντως ἐξουσιοδοτηθέντες πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, ὑπογράφουν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν τῇ πόλει τῶν Παρισίων τὴν ἕκτην Δεκεμβρίου, τοῦ χιλιοστοῦ ἐνακοσιοστοῦ πεντηκοστοῦ πρώτου ἔτους, εἰς ἓν καὶ μόνον ἀντίτυπον εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν γλῶσσαν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου ἐγκύρων.

Τὸ πρωτότυπον θὰ κατατεθῇ εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς UNESCO. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς Ὀργανώσεως ταύτης θὰ χορηγήσῃ βεβαιωμένον ἀντίγραφον, εἰς ἑκάστην τῶν Κυβερνήσεων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 14ον, παράγραφος 1η Κρατῶν.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

ΠΙΝΑΞ ΣΥΝΕΙΣΦΟΡΩΝ

1. Κράτη – Μέλη τῆς «UNESCO»:

Ὁμὰς Α': Κράτη ὧν ἡ συνεισφορὰ εἰς τὴν «UNESCO» εἶναι κατωτέρα τῶν 0,50 ο)ο τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς «UNESCO», τὸ ἰσότιμον ἐκ $ Η.Π.Α. 2.000.

Ὁμὰς Β': Κράτη ὧν ἡ εἰς τὴν «UNESCO» συνεισφορὰ εἶναι ἴση ἢ ἀνωτέρα τῶν 0,50 ο)ο καὶ κατωτέρα τῶν 2 ο)ο τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς «UNESCO» τὸ ἰσότιμον ἐκ $ Η.Π.Α. 5.000.

Ὁμὰς Γ': Κράτη ὧν ἡ συνεισφορὰ εἰς τὴν «UNESCO» εἶναι ἴση ἢ ἀνωτέρα τῶν 2 ο)ο καὶ κατωτέρα τῶν 5 ο)ο τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς «UNESCO», τὸ ἰσότιμον ἐκ $ Η.Π.Α. 10.000.

Ὁμὰς Δ': Κράτη ὧν ἡ συνεισφορὰ εἰς τὴν «UNESCO» εἶναι ἴση ἢ ἀνωτέρα τῶν 5 ο)ο καὶ κατωτέρα τῶν 15 ο)ο τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς «UNESCO», τὸ ἰσότιμον ἐκ $ Η.Π.Α. 15.000.

Ὁμὰς Ε': Κράτη ὧν ἡ συνεισφορὰ εἰς τὴν «UNESCO» εἶναι ἴση ἢ ἀνωτέρα τῶν 15 ο)ο τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς «UNESCO», τὸ ἰσότιμον ἐκ $ Η.Π.Α. 20.000.

2. Κράτη τὰ ὁποῖα εἶναι μέλη τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἀλλὰ δὲν εἶναι μέλη τῆς «UNESCO».

Τὰ Κράτη ταῦτα θὰ καταταχθοῦν εἰς τὰς ἀνωτέρω ἀναφερομένας ὁμάδας ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν ποσοστοῦ τῆς συνεισφορᾶς αὐτῶν εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

3. Κράτη τὰ ὁποῖα εἶναι μέλη μιᾶς τῶν Εἰδικευμένων Ὀργανώσεων τῆς τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἀλλὰ δὲν εἶναι μέλη τῆς «UNESCO» οὔτε τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Αἱ χῶραι αὗται θὰ καταταχθοῦν εἰς τὰς ἀνωτέρω ἀναφερομένας ὁμάδας ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ πιθανοῦ ποσοστοῦ ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν τῆς συνεισφορᾶς αὐτῶν εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καθοριζομένου ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Συνεισφορῶν τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1960 ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς **πωλουμένων** φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι :

Α. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ	τεῦχος Α'.....	Δραχ.	400
2. » »	» Β'	»	250
3. » »	» Γ'	»	200
4. » »	» Δ'	»	400
5. » »	Παράρτημα	»	200
6. » »	Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιριῶν	»	500
7. » »	τεῦχος Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κλπ.	»	300
8. » »	Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία		»	2.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθε ας Προσωπικου Ἐθνικοῦ Τυπογραφειου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά :

1. Διὰ τὸ	τεῦχος Α'.....	Δραχ.	20.—
2. » »	» Β'	»	12,50
3. » »	» Γ'	»	10.—
4. » »	» Δ'.....	»	20.—
5. » »	Παράρτημα	»	10.—
6. » »	Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	25.—
7. » »	τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.»	»	15.—
8. » »	Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10.—
9. » »	Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη.....	»	100.—

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

Γ. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης :

Α' Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.

1.	Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2.	Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν ..	»	5.000
3.	Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	1.000
4.	Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων	»	500
5.	Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20)5)1939	»	100
6.	Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	2.000
7.	Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	500
8.	Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	300
9.	Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000
10.	Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν	ΔραΧ.	1.000
11.	Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000

Β' Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης.

1.	Τῶν Καταστατικῶν	Δραχ.	500
2.	Τῶν Τροποποιήσεων τῶν Καταστατικῶν	»	200
3.	Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4.	Τῶν Ἰσολογισμῶν.....	»	500
5.	Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

ΙΙ Εἰς τὸ Παράρτημα

1.	Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2.	Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων ...	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5 ο/ο

Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι **ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως**, ὅπερ μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύναται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ **Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ** Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν **εἰς τὸ** ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ἅτινα **ἀποδίδουσι** τοῦτο εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) ἐγκυκλίου **διαταγῆς** τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται **διὰ τῶν ἐπιταγῶν** καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
ΚΩΝ. ΧΡ. ΤΡΥΦΩΝΑΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ.